

Putsch "à la nigérienne" au Gabon: une "polémique stérile"

LIBREVILLE (AFP) - L'Union nationale (UN), parti de l'opposition gabonaise, a dénoncé jeudi une "polémique stérile" autour de propos controversés tenus en France par un de ses responsables, André Mba Obame, qui a évoqué l'éventualité d'un putsch "à la nigérienne" au Gabon.



"Depuis quelques jours, une polémique est née et enflé - plus que de raison - à la suite de l'interview que le secrétaire exécutif de l'Union nationale, André Mba Obame, a accordée à l'hebdomadaire français L'Express", soutient le parti dans une déclaration lue par son vice-président, Pierre-Claver Zeng-Ebome, à la télévision publique RTG1.

Dans cet entretien publié sur l'internet le 11 mars par L'Express, André Mba Obame avait brossé un sombre tableau de la situation au Gabon près de sept mois après l'élection à la présidence d'Ali Bongo Ondimba, dont il conteste la victoire.

"Le mécontentement est général. (...) Si ça continue comme ça, on va au coup d'Etat avant la fin de l'année. Un coup d'Etat à la nigérienne. Voilà peu, plus de 300 militaires ont donné 24 heures au gouvernement pour que leur soit enfin versée la solde due. Et ils ont obtenu gain de cause", affirmait notamment M. Mba Obame, ex-ministre de l'Intérieur et arrivé en 3e position à la présidentielle.

Au Niger, l'armée a déposé le 18 février le président Mamadou Tandja après plusieurs mois de crise politique.

"Dans l'entretien en cause (...), le secrétaire exécutif a dit son sentiment sur certains aspects de la politique française au Gabon et sur la politique intérieure gabonaise", argue l'UN. "L'on ne peut tirer de tels propos la conclusion que (M. Mba Obame) ou son parti projettent de perpétrer un coup d'Etat" au Gabon.

"L'Union nationale, qui tient à la vie de chaque Gabonais, n'a pas de temps pour la polémique stérile", ajoute le parti, en exhortant l'opposition à oeuvrer "en vue de parvenir à l'alternance au pouvoir par les voies démocratiques et pacifiques".

En réaction aux propos de M. Mba Obame, le ministère gabonais de la Défense affirme la "stricte neutralité" des forces de défense "dans le débat politique, et rejette une "démarche antidémocratique et contraire à l'éthique militaire, tendant à un coup de force par des hommes politiques" dans un communiqué publié jeudi par la presse.

"Nous mettons en garde contre toute personne qui troublerait l'ordre public, la rendons responsable devant l'opinion nationale et internationale des conséquences qui pourraient en découler et appelons tous les militaires à la vigilance", ajoute le texte.

L'Union du peuple gabonais (UPG), parti de l'opposant historique Pierre Mamboundou (arrivé en 2e position à la présidentielle), a de son côté défendu la liberté de l'opposition "de critiquer les actions qu'elle juge inappropriées" pour le pays, dans des propos rapportés par le quotidien L'Union.

L'UPG, qui s'est exprimée sur la question le week-end dernier, a rejeté "toute attitude du gouvernement qui serait de nature à menacer ou brimer la liberté d'expression".

La semaine dernière, le camp du parti au pouvoir a fustigé les propos d'André Mba Obame, que le gouvernement a qualifiés de "graves et particulièrement tendancieux", en mettant en garde contre "toute atteinte à la sécurité" du Gabon et de ses habitants.